Comité national de l'eau

Réunion plénière

4 MAI 2023

Projet de procès-verbal

ORDRE DU JOUR

Introduction	3
I. Approbation du compte rendu de la séance du 14 mars 2023	4
II. Points d'actualité.....	4
III. Présentation du plan Eau	6
1. Textes législatifs et réglementaires.....	7
2. Déclinaison territoriale.....	7
3. Mesures relatives à la sobriété	8
4. Mesures relatives à la disponibilité de la ressource	8
5. Mesures relatives à la qualité	9
6. Mesures relatives aux moyens.....	9
7. Mesures relatives à la gestion des crises	10
8. Suivi de l'avancement du plan	10
IV. Débat et avis sur le projet de réforme des redevances des agences de l'eau	19
1. Réforme des redevances de pollution et modernisation des réseaux de collecte	20
a. Objectifs et principes	20
b. Gestion des impayés.....	22
c. Modulation des redevances pour performance	22
d. Prise en compte des industriels.....	22
e. Simulations financières.....	23
f. Notions d'entité redevable, de déclarant et d'année de référence	23
g. Les Offices de l'eau en Outre-mer	23
h. Suite des travaux	24
2. Financement du plan eau par voie fiscale.....	24
a. Evolution de la redevance pour prélèvement.....	24
b. Evolution de la redevance pour pollutions diffuses	25
c. Arbitrages à l'échelle des comités de bassin et agences de l'eau.....	25
3. Délibération du CNE.....	25

La réunion est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. Hervé PAUL.

Introduction

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Bonjour à toutes et à tous.

Je vous prie de bien vouloir excuser Jean LAUNAY, qui est dans l'impossibilité d'assister à cette séance et m'a chargé d'en assurer la présidence.

Cette réunion se tient à la fois en présentiel et à distance, ce qui facilite la participation des membres ultramarins du comité, les horaires étant dorénavant fixés l'après-midi.

La date du 4 mai a été ajoutée à nos agendas dans le but d'examiner la réforme des redevances des agences de l'eau avant le début des conférences fiscales. Je vous remercie de vous être libérés pour vous joindre à cette réunion extraordinaire.

Avant d'aborder le premier point, il me faut énumérer les mandats que nous avons reçus :

- parmi les membres du collège des usagers :
 - Christine ETCHEGOYHEN a donné pouvoir à Luc TABARY ;
 - Céline CAROLY à Franck CHEVALLIER ;
 - Tristan MATHIEU à Aurélie COLAS ;
 - Antoine GATET à Annick BENZAËCH ;
- parmi les représentants des collectivités territoriales, Régis TAISNE m'a confié son pouvoir.

Par ailleurs, il me faut porter à votre connaissance plusieurs nominations, prises par l'arrêté du 25 avril 2023 :

- au titre des représentants de l'Etat :
 - Margot HOUALET, cheffe du bureau eau et biodiversité au ministère des Armées est nommée en remplacement d'Hélène PERRET ;
 - Laure BATALLA, cheffe de la mission sports et développement durable au ministère des Sports et des JOP est nommée en remplacement de Stéphanie HOCDE-LABAU ;
- au titre des représentants des usagers :
 - Aurélie COLAS, déléguée générale de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau est nommée en remplacement de Tristan MATHIEU ;
 - Tristan MATHIEU, directeur des affaires publiques chez Véolia, en remplacement de Chiara DE LEONARDIS.
 - Serge MOLL, directeur recherche et développement de DS Smith Paper Kaysersberg est nommé en qualité de représentant des industries des papiers, cartons et celluloses, en remplacement de Jean-Bernard VOISIN.

I. Approbation du compte rendu de la séance du 14 mars 2023

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Jean-Paul DORON, représentant de la FNPF, a demandé qu'une modification soit apportée au compte rendu de la réunion du 5 janvier dernier consacrée à la restitution des travaux pour le Plan eau. En page 23, il s'agit d'amender la transcription de son intervention de la manière suivante :

« Le risque aujourd'hui est de démobiliser les acteurs. Quand le préfet, premier représentant de l'État dans le département, en appelle à la Commission locale de l'eau pour réviser un article du PAGD et du règlement au motif que ce dernier ne permet plus la destruction des zones humides pour y permettre l'implantation d'un méthaniseur, cela pose un problème de remise en cause de la crédibilité du SAGE et de la cohérence de l'action régaliennne de l'État (*exemple le courrier du préfet de la Sarthe au président de la CLE du SAGE Huisne*) ».

La modification a été prise en compte.

Existe-t-il des demandes de rectification en ce qui concerne le compte rendu de la séance du 14 mars ?

En l'absence d'interventions, je vous propose de l'approuver.

Le compte rendu de la réunion du 14 mars 2023 est approuvé à l'unanimité.

II. Points d'actualité

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

La présente séance a pour objet deux points principaux : la mise en œuvre du Plan eau et la réforme des redevances. En lien avec le premier sujet, il me semble important de vous exposer quelques informations d'actualité sur la situation de sécheresse.

A l'occasion de la dernière réunion du CASH (comité d'anticipation et de suivi hydrologique) le 27 avril dernier en présence du ministre chargé de l'environnement, un dernier bilan de la recharge hivernale a été étudié : celui-ci fait état d'un hiver plus sec que la normale, notamment au cours du mois de février caractérisé par une très faible pluviométrie. Les mois de mars et d'avril ont connu une répartition des précipitations très contrastée, avec une très faible recharge à l'échelle du pourtour méditerranéen tandis que les régions de l'Ouest ont connu plusieurs jours de précipitations. Toutefois, ces dernières sont intervenues en toute fin d'hiver, au moment où la végétation entame une importante phase de croissance, et par conséquent celle-ci capte une part importante de l'eau, au détriment de la recharge des nappes.

La situation globale peut d'ores-et-déjà être considérée comme alarmante : 26 départements sont concernés par une vigilance sécheresse et des arrêtés d'alerte et d'alerte renforcée ont été publiés pour 16 autres départements. Enfin, 3 départements sont déclarés en crise et ce dernier chiffre devrait augmenter prochainement. La sécheresse atteint un niveau particulièrement problématique dans les départements du pourtour méditerranéen.

Le CASH se réunira de nouveau le 17 mai pour élaborer une carte d'anticipation des restrictions qui pourront être prononcées au cours de l'été, en fonction des niveaux de recharge constatés au sortir de l'hiver ainsi que des prévisions météorologiques et hydrologiques.

Cette situation déjà critique ne fait qu'accroître la nécessité de mettre en place le plus tôt possible des mesures d'incitation à la sobriété.

Florence DENIER-PASQUIER - administratrice de France Nature Environnement

Lors de la prochaine réunion du CASH, un réexamen du rapport de retour d'expérience (Retex) « sécheresse » permettrait d'identifier de quelle façon faire évoluer la mise en œuvre de la réglementation sécheresse.

Par ailleurs, nous avons évoqué l'année dernière la possibilité de croiser les données relatives à l'augmentation des surfaces d'irrigation et aux points de prélèvement (issues de la banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau). Entre temps, une étude a été initiée par les ministères de la Transition écologique et de l'Agriculture dont les résultats devaient être restitués en mars 2023. Disposer de ces résultats contribuerait à objectiver l'évolution des pressions liées aux prélèvements d'eau destinés à l'irrigation sur le territoire en 2010 et 2020. Il me semble en effet que ces données et les enjeux de stratégie territoriale qui y sont associés doivent être portés à la connaissance de l'ensemble des membres du CNE.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Le rapport sur la sécheresse comporte 22 recommandations qui seront progressivement appliquées, parmi lesquelles la publication d'un « guide sécheresse » qui doit tenir compte de demandes d'ajustement formulées par plusieurs acteurs, lesquelles vont donner lieu cette semaine à un arbitrage interministériel.

Je vous propose de répondre à vos observations sur les données relatives aux prélèvements à l'occasion du point n°3 de l'ordre du jour.

Nathalie ROUSSET, conseillère départementale de la Haute-Loire

Puisque le Retex a été mentionné, je souhaite souligner que les acteurs locaux et les administrations sont prêts à recevoir les inspecteurs pour s'entretenir avec eux d'une façon plus directe que ne le permettent les remontées statistiques.

Je réitère par ailleurs ma question au sujet de l'avancement du rapport sur les grands barrages de la Loire.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Afin d'élaborer le rapport sur la sécheresse, nos inspecteurs ont rencontré 1 200 personnes à l'échelle des six bassins. Cette démarche atteste donc d'un important effort de territorialisation.

Le rapport relatif à l'hydroélectricité ligérienne devrait être publié prochainement.

André BERNARD, président de la Chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur

En écho aux considérations relatives à la sobriété, je souhaite rappeler que les prélèvements en eau destinés à l'arrosage et à l'irrigation des surfaces agricoles répondent à des objectifs agronomiques et économiques. Il faut également souligner la variabilité des situations à l'échelle de la France : un objectif de 10 % d'économies en eau a été annoncé dans le cadre du Plan eau alors la région des Hauts-de-France dispose actuellement d'une ressource en eau largement suffisante. Il en résulte un certain nombre de retraits des contrats de production agricole de la part d'agriculteurs qui ne seront pas en mesure d'assurer l'irrigation de leurs cultures.

La crainte de ne pouvoir assurer une production à la hauteur de la demande du marché est croissante alors que la ressource en eau, au-delà de sa raréfaction, requiert avant tout une gestion la plus fine possible. L'on peut citer l'exemple du département des Pyrénées orientales où le choix de laisser plus d'eau dans le milieu a conduit à en relarguer pendant l'hiver de sorte que la ressource est actuellement insuffisante, ce qui impacte en particulier les arboriculteurs et les maraîchers. Cette configuration démontre la nécessité de mettre en place une politique d'anticipation à l'échelle des 10 ou 15 années à venir.

Je rappelle qu'il tombe entre 200 et 300 milliards de mètre cubes sur le territoire français en un an, pendant que l'agriculture en consomme 3 milliards. Au moment où la ressource est moins disponible dans le milieu, il est donc indispensable de développer les dispositifs de stockage de façon compatible avec le milieu.

Denis DURAND, président de l'Association nationale des maires ruraux de France

Je souhaiterais recevoir des précisions pour comprendre la différence entre les chiffres de prélèvement et de consommation en eau, tels qu'ils figurent dans le document détaillant les 53 mesures pour l'eau.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Ce document faisant l'objet du point n°3, je vous propose d'aborder celui-ci.

III. Présentation du Plan eau

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Le Président de la République a présenté le 30 mars dernier les 53 mesures qui composent ce plan Eau. La secrétaire d'Etat à l'écologie, Bérangère COUILLARD, les présidents de comité de bassin et les directeurs des agences de l'eau se sont ensuite réunis le 24 avril pour examiner les modalités de mise en œuvre de ces mesures. La secrétaire d'Etat a salué la mobilisation des acteurs qui ont contribué à alimenter ce plan Eau et je souhaite partager ces remerciements avec l'ensemble des membres du CNE.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Puisque le document vous a été communiqué, je vous propose de ne pas examiner le détail des 53 mesures mais d'aborder directement la description des prochaines étapes de travail.

Je rappelle en préambule que ce plan est issu des propositions et recommandations des représentants des comités de bassin au CNE. Les 53 mesures qui y sont réunies sont organisées en 3 axes thématiques :

- Encourager et organiser la sobriété des usages pour tous les acteurs ;
- Optimiser la disponibilité de la ressource ;
- Préserver la qualité de l'eau et restaurer des écosystèmes sains et fonctionnels dans la logique du grand cycle de l'eau.

En termes opérationnels, 3 axes transversaux ont été définis :

- Mettre en place les moyens permettant d'atteindre les ambitions du plan ;

- Renforcer la capacité à gérer les épisodes de crise ;
- Suivre la réalisation des engagements à travers la production d'indicateurs.

1. Textes législatifs et réglementaires

Marie LEHOUCK, cheffe du bureau de la politique de l'eau à la direction de l'eau et de la biodiversité

Plusieurs textes ont été identifiés pour une entrée en vigueur à court terme dont trois concernent la réutilisation des eaux non conventionnelles et se rapportent à la mesure n°15 :

- La rédaction d'un décret relatif aux conditions d'utilisation des eaux non potables dans l'industrie agro-alimentaire a fait l'objet d'une consultation du public qui vient de prendre fin.
- Le décret du 10 mars 2022 relatif à la REUT doit être révisé.
- Un arrêté sur les usages en irrigation doit être pris avant l'été, en lien avec le règlement de l'Union européenne publié en 2020 à ce sujet.

En outre, la modification de l'article R. 214-22 du code de l'environnement permettra d'encadrer transitoirement les prélèvements en l'absence d'autorisation unique pluriannuelle (mesure n°11).

Ensuite, plusieurs textes devront être adoptés au cours du second semestre 2023 :

- Arrêté relatif aux captages sensibles (mesure n°23) ;
- Décret de modernisation des SAGE (mesure n°34) en lien avec la délibération du CNE d'octobre 2022 ;
- Décret modifiant la composition du CNE, étendue à d'autres acteurs de l'eau et à des représentants de la jeunesse (mesure n°37) ;
- Décret-cadre sur les transferts de données entre les organismes sociaux et les services publics d'eau et d'assainissement (SPEA) (mesure n°42), destiné à leur sécurisation conformément au RGPD (règlement général de protection des données) dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sociale de l'eau.

Par ailleurs, la réforme des redevances des agences de l'eau sera déclinée dans la loi de finances 2024, laquelle intégrera également des dispositions visant notamment à supprimer le plafond de dépenses.

Enfin, il importera de publier un décret en 2024 destiné à modifier les seuils de déclaration de prélèvements (mesure n°13).

2. Déclinaison territoriale

La mise en œuvre des mesures à l'échelle des territoires sera encadrée par 3 catégories de documents :

- les instructions aux préfets sur la gestion de la sécheresse (mesure n°51) ;
- une lettre aux présidents des comités de bassin et préfets coordonnateurs de bassin pour cadrer le 12^{ème} programme d'intervention et décliner par territoires et secteurs la trajectoire

de sobriété dans les stratégies ou plans d'adaptation au changement climatique (mesure n°9) ;

- une instruction aux préfets pour la mise en œuvre opérationnelle de certaines mesures du plan, telles que :
 - L'accompagnement des 50 ICPE à fort potentiel de réduction (mesure n°2) ;
 - le contrôle des trajectoires de prélèvements des SAGE révisés qui doivent être conformes aux scénarios prospectifs (mesure n°10) ;
 - le ciblage et l'accompagnement des services d'eau potable qui connaissent des difficultés en matière de rendement, ainsi que des collectivités en tension vis-à-vis de la sécurisation de l'alimentation en eau potable (mesure n°14) ;
 - la mise en place du guichet unique pour les dossiers REUT (mesure n°16) ;
 - l'accompagnement des collectivités dans leurs démarches de protection des captages (mesure n°23) et la mise en place de mesures sur les captages en cas de dépassement des quantités de résidus de pesticides autorisées.
- S'agissant des territoires ultramarins, la révision de la circulaire Plan Eau DOM devra intégrer les enjeux liés à la GEMAPI (mesure n°36) et à la politique sociale de l'eau (mesure n°42).

3. Mesures relatives à la sobriété

Plusieurs mesures sont déjà engagées.

- La mobilisation des filières, via le Conseil national de l'industrie, les chambres de commerce et d'industrie régionales, les comités stratégiques de filières, les chambres d'agriculture etc., doit être poursuivie (mesure n°1).
- Les services de l'Etat s'engageant à modérer leur consommation en eau, la circulaire « services éco-responsables » sera révisée et des stratégies seront lancées, notamment par le ministère des armées (mesure n°3).
- Des campagnes de communication prônant la sobriété seront diffusées à la radio dès le mois de juin, ainsi que sur des supports numériques (mesure n°7).

Parmi les chantiers à lancer, l'on peut mentionner :

- l'expérimentation, sur 10 territoires, de l'équipement en télétransmission des compteurs des prélèvements soumis à autorisation IOTA/ICPE (mesure n°12) ;
- la simplification des déclarations des forages et l'abaissement des seuils (mesure n°13).

4. Mesures relatives à la disponibilité de la ressource

La majorité des mesures préconisées sont déjà engagées :

- identification des priorités d'aides à l'investissement sur l'eau potable (mesure n°10) ;
- mise en place de l'observatoire des eaux non conventionnelles d'ici fin 2023 (mesure n°17) ;

- signature le 24 avril dernier de la convention Etat/ANEL/CEREMA pour étudier la faisabilité des projets de REUT sur le littoral (mesure n°18) ;
- constitution du fonds d'investissement hydraulique agricole (mesure n°21).

Parallèlement, il conviendra d'élaborer, en 2024, une stratégie nationale (formalisée par un guide) relative à la recharge maîtrisée des aquifères (mesure n°22).

5. Mesures relatives à la qualité

La majorité des mesures destinées à œuvrer en faveur de la qualité de la ressource en eau sont engagées :

- le Fonds vert qui doit financer les actions de désimperméabilisation et de renaturation des villes est déjà ouvert (mesure n°31) ;
- le plan Ecophyto est en cours de remaniement et devrait être actualisé avant la rentrée (mesure n°26) ;
- dans le cadre des discussions relatives au Pacte et à la loi d'orientation et d'avenir agricoles, l'installation des nouveaux agriculteurs dans les aires d'alimentation de captage doit être orientée vers des projets agroécologiques et biologiques (mesure n°24) ;
- il s'agit pour la France d'affirmer ses positions au cours des négociations liées au règlement SUR qui remplacera la directive sur l'utilisation durable des pesticides (mesure n°25).

Deux chantiers sont à engager :

- identifier les opérations phares labellisées « SFN » (solutions fondées sur la nature) (mesure n°30) ;
- dresser le bilan du plan national de la filière de génie écologique et mettre au point une stratégie de dynamisation (mesure n°32).

6. Mesures relatives aux moyens

Une partie des mesures sont en cours de réalisation.

- Une nouvelle génération d'Aqua-prêt a été créée par la Banque des territoires (mesure n°41).
- Des travaux sont menés pour intégrer « l'empreinte eau » dans l'affichage environnemental (mesure n°47).
- Un volet spécifique à l'eau, qui fera partie du plan d'investissement « France 2030 » est en cours d'élaboration et une consultation formelle des entreprises aura lieu en mai en vue de publier les appels à projets (mesure n°49).
- Les conditions d'intervention des conseils départementaux sont en cours d'examen (mesure n°35).

Plusieurs actions sont à initier en faveur de 4 autres mesures :

- saisir le CESE au sujet de la tarification de l'eau (mesure n°43) ;
- étudier les suites de la mission relative aux offices de l'eau (mesure n°44) ;
- inscrire les projets de restauration du patrimoine naturel dans les programmes d'investissements des collectivités (mesure n°45) ;
- lancer l'étude de France Stratégie sur la demande en eau (mesure n°46).

Afin de renforcer les moyens alloués à la mise en œuvre de ces mesures, les dotations aux agences de l'eau vont augmenter à hauteur de 475 millions d'euros par an, lesquels seront répartis comme suit :

- 180 millions d'euros pour sécuriser l'alimentation en eau potable et résorber les « points noirs » de rendement ;
- 100 millions d'euros en faveur de l'évolution des pratiques au niveau des aires d'alimentation de captages ;
- 50 millions d'euros qui contribueront à la mise aux normes des STEU (stations d'épuration des eaux usées) ;
- 50 millions d'euros au bénéfice de la préservation des zones humides ;
- 35 millions d'euros pour la solidarité inter-bassins en outre-mer ;
- 30 millions d'euros en soutien aux pratiques agricoles économes en eau ;
- 30 millions d'euros de mobilisation de ressources pour l'agriculture.

7. Mesures relatives à la gestion des crises

Les deux principales mesures concourant au renforcement de la gestion des situations de crises ont trait à l'outil de connaissance des restrictions et au guide de leur mise en œuvre.

8. Suivi de l'avancement du plan

Des points d'étape seront présentés aux membres du CNE. Un premier bilan pourrait être dressé en octobre, puis, il conviendra d'en prévoir deux fois par an, par exemple en juin et décembre.

Interventions

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Denis DURAND a tout à l'heure sollicité des précisions quant aux différences de volumes entre prélèvements et consommation.

Marie LEHOUCK, cheffe du bureau de la politique de l'eau à la direction de l'eau et de la biodiversité

La consommation correspond à la proportion d'eau qui, sur les prélèvements, n'est pas restituée au milieu, notamment en raison de son évaporation.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Dans le cas de l'eau potable, l'on considère que la consommation est limitée (entre 20 et 40 %) en ce que, une fois prélevée puis utilisée, celle-ci retourne au milieu par l'intermédiaire des stations d'épuration. Quelques pertes se produisent toutefois au cours de son acheminement dans le réseau de distribution.

S'agissant de l'eau destinée à l'irrigation ou à l'arrosage des cultures, une grande partie échappe au cycle de restitution au milieu par évaporation et est comptabilisée comme consommée.

Une centrale nucléaire prélève un important volume d'eau, lequel sera essentiellement relâchée dans le cours d'eau. Si le réacteur fonctionne en circuit fermé, une plus grande part de l'eau utilisée s'évapore, ce qui en accroît la consommation bien que le volume de prélèvement soit moindre.

Antoine GATET - vice-président de France Nature Environnement

Vous avez souligné en préambule de cette présentation que le plan Eau était l'héritier des propositions des membres du CNE alors que nous n'avons pas été consultés pour nous exprimer sur un projet d'écriture des mesures, ce qui pose un problème de méthode au détriment du caractère participatif de l'élaboration de ce plan.

Par ailleurs, ce document est désigné en tant que plan, mais la notion de planification revêt une signification particulière dans le domaine de l'eau ou plus largement au sens environnemental, qui diffère de celle associée à un plan gouvernemental d'actions.

Enfin, nous attendons des précisions en ce qui concerne l'articulation de ces mesures avec les feuilles de routes élaborées à l'issue des Assises de l'eau. En effet, nous constatons une régression des objectifs de sobriété par rapport aux engagements pris lors des Assises. De plus, certaines contradictions étaient décelables dans le discours officiel qui a accompagné la parution du plan, notamment au sujet de l'application des enjeux de sobriété au monde agricole. Nous déplorons en outre la lecture qu'a livrée le ministre de la Transition écologique selon laquelle le plan Eau, en ce qu'il s'accompagne de financements, est destinée à être bien davantage suivi d'effets que les engagements pris lors des Assises.

En conclusion, ces 53 mesures n'ont pas un caractère inédit et ne font que formaliser des actions et réflexions déjà initiées à l'échelle locale.

Les représentants de France Nature Environnement souhaitent rappeler qu'il importe avant tout de renforcer la gouvernance nationale de l'eau, en particulier dans son articulation avec les échelons territoriaux, et de réaffirmer notre objectif en faveur de la reconquête des qualités écologiques des milieux aquatiques – sujet très peu représenté dans le plan Eau.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Le plan Eau n'a pas vocation à constituer un large outil de planification générale puisqu'il existe déjà les SDAGE, en plus des avancées réalisées à l'occasion des Assises et du Varenne de l'eau. Ce plan, à la fois concret, chiffré, opérationnel, et territorialisé, vise au premier chef à replacer le sujet de l'eau, bien souvent considéré comme technique, dans le débat politique. Ce cadre national ayant été défini, ses mesures doivent être déclinées localement, d'abord à l'échelle des comités de bassin.

Les engagements relatifs à la sobriété adoptés lors des Assises de l'eau étaient certes ambitieux mais leur réalisation n'a que très peu progressé depuis 2019. Avec la crise énergétique traversée au cours des derniers mois, la notion de sobriété est apparue plus facilement applicable. Ce principe est réaffirmé, de façon réaliste dans le plan Eau, à travers un objectif de réduction des prélèvements de 10 %. Il reviendra à chaque comité de bassin d'élaborer une feuille de route « sobriété », par

catégories d'usagers et en fonction des territoires. Les agriculteurs, à usage égal, devront tendre vers ces 10 % d'économie ; au demeurant, avec le changement climatique, certaines zones et cultures devront être irriguées davantage que d'autres (ou différemment). Afin de sécuriser un certain nombre de productions, des efforts plus importants devront être consentis ailleurs. Ce travail d'équilibrage sera réalisé par les comités de bassin.

Anne PELLETIER-LE BARBIER, comité de bassin Seine-Normandie

La mesure n°39 prévoit la suppression du plafond de dépenses des agences de l'eau, mais qu'en est-t-il du plafond de recettes ?

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Je vous confirme que le plafond de dépenses des agences de l'eau sera supprimé. Celui des recettes sera augmenté de façon à permettre aux agences l'eau de financer 475 millions d'euros supplémentaires par an.

Philippe NOYAU, président chambre d'agriculture régionale de Centre Val de Loire

Ma question concerne la mesure n°15 : les volumes d'eau issus de la REUT seront-ils considérés comme non restitués au milieu, et, par conséquent, soustraits du volume accordé à la filière agricole ?

Par ailleurs, le règlement européen encadrant les usages de l'eau issue de la REUT sera-t-il appliqué en France ?

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

L'équilibre entre les volumes d'eau réutilisées et ceux rejetées dans le milieu doit être calculé en fonction de plusieurs facteurs. Par exemple, dans le cas d'un cours d'eau dont 40 à 60 % du débit est issu du rejet des stations d'épuration, il convient de s'assurer qu'une quantité suffisante est relarguée dans le milieu.

En agriculture, les eaux usées réutilisées après traitement ne seront pas décomptées dans le volume prélevable.

L'application du règlement européen relatif à la REUT nous contraindra à modifier l'arrêté de 2010 sur la réutilisation des eaux usées, procédure en vue de laquelle un avis de l'ANSES a d'ores et déjà été émis.

Nicolas GARNIER, délégué général d'AMORCE

Bien que les mesures prises dans le cadre de ce plan constituent des bases solides, je considère qu'elles comportent quelques risques. Le premier a trait aux objectifs quantitatifs, qui devraient être fixés à plus court terme, notamment à l'intention des collectivités locales.

En second lieu, les dispositions en faveur de la qualité de la ressource pourraient être plus structurantes, par exemple en ce qui concerne la systématisation des mesures prises en cas de dépassement des quantités de pesticides dans l'eau potable. En outre, des actions étaient attendues pour renforcer la prise en compte des nouveaux polluants. De même, les mesures se concentrent sur les agences et collectivités dont le réseau présente des fuites très importantes : qu'en est-t-il des déperditions de 20 à 40 %, qui concernent des collectivités bien plus nombreuses ? Par ailleurs, dans la perspective d'une relance du parc nucléaire, il semble cohérent que le CNE s'intéresse plus finement aux impacts, sur la ressource en eau, des prélèvements associés.

Enfin, dans la perspective d'un nouveau mode de gouvernance, caractérisé par une plus large répartition des efforts (notamment à l'échelle des SAGE et des CLE), il serait souhaitable d'interroger les conséquences de l'absence de moyens coercitifs.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

S'agissant des mesures de gestion applicables en cas de non-respect des exigences de qualité des eaux de consommation humaine, des zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE) seront mises en place. Un travail plus approfondi devra être conduit pour encadrer la gestion des micro-polluants.

Florence HABETS, directrice de recherche au CNRS

Les concertations à venir viseront-elles des objectifs plus ambitieux qu'une réduction des prélèvements d'eau à hauteur de 10 % d'ici à 2030 ?

Luc SERVANT, vice-président de l'APCA, président de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle Aquitaine

Je m'interroge quant à l'articulation entre, d'une part, les engagements pris à l'occasion des différentes étapes destinées à élaborer une nouvelle politique de gestion de l'eau, ainsi que les outils tels que les projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE), et, d'autre part, certaines dispositions à l'instar de la mesure n°33 : « chaque sous-bassin doit se doter d'un projet politique de territoire organisant le partage de la ressource » et de la mesure n°34 : « les SAGE seront encouragés à définir des priorités d'usage ».

Il me semble par ailleurs indispensable de moduler certains objectifs en fonction des territoires : pour certains, une réduction des prélèvements d'eau supérieure à 10 % doit être atteinte tandis que, pour d'autres, des marges d'évolution différentes peuvent être envisagées.

Par ailleurs, ne pourrait-on pas élargir le champ des projets bénéficiaires de la nouvelle génération d'Aqua-prêts (mesure n°41), par exemple à destination d'infrastructures permettant une gestion de l'eau à long terme ?

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Il est prioritaire d'installer une gouvernance territoriale, qu'il s'agisse d'une CLE, d'un PTGE ou d'un SAGE.

Nicolas JUILLET, président du comité de bassin Seine-Normandie

Abstraction faite des interrogations qui ont été évoquées, je constate que ce plan Eau constitue une feuille de route suffisamment claire pour préparer les 12èmes programmes des agences de l'eau qui démarreront au 1^{er} janvier 2025.

Je rejoins les propos de Luc SERVANT quant aux particularités des territoires qui appellent des gouvernances locales : en l'absence de SAGE, il convient de mettre en place des PTGE ou d'autres moyens de concertation sur la consommation d'eau.

Je regrette enfin que le plan ne développe pas suffisamment de mesures destinées à inverser les phénomènes de ruissellement et à restaurer la perméabilité des sols, aussi bien dans les aires urbaines que dans les espaces ruraux (à travers, notamment, une évolution des pratiques agricoles).

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Outre les objectifs de sobriété, l'optimisation de la disponibilité de la ressource suppose un changement de paradigme. Au lieu de déforester, artificialiser et accélérer le cycle de l'eau, il s'agit, en premier lieu, de restaurer la capacité de l'eau à s'infiltrer au niveau de la parcelle où elle tombe : méandres, haies, noues, renaturation urbaine (villes éponges) autant d'installations et de principes concourant au ralentissement dynamique de l'eau. En plus de permettre un stockage de l'eau en amont du cycle, cette perméabilité contribue à amoindrir les inondations.

André BERNARD, président de la Chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'objectif de réduction des prélèvements d'eau, à hauteur de 10 %, tiendra-t-il compte des économies déjà réalisées dans certains territoires, au cours des dernières années, avec l'utilisation, par exemple, de systèmes de micro-irrigation goutte à goutte ? Une politique d'encouragement plutôt que de restriction serait souhaitable, et, à ce titre, les efforts réalisés par une partie des exploitants méritent d'être reconnus.

Je souligne par ailleurs la nécessité de mettre en place une politique de gestion de l'eau incluant efficacement les besoins du monde agricole. Il importe de rappeler que l'eau consommée par la végétation cultivée sert à produire l'alimentation des Français : autrement dit, si la ressource devenait insuffisante, nous serions contraints de compenser le déficit de production par des importations.

Denis DURAND, président de l'Association nationale des maires ruraux de France

Parmi ces 53 mesures, je note une carence en ce qui concerne les moyens destinés à déployer une véritable politique d'aménagement du territoire destinée à mieux contrôler et stocker la ressource en fonction de sa disponibilité dans l'année : il conviendra par exemple de construire des barrages en amont des rivières pour maintenir des débits d'étiage.

Nathalie ROUSSET, conseillère départementale de la Haute-Loire

Il faudra veiller à ce que les mesures relatives à la disponibilité de la ressource et à la sobriété n'entravent pas le bon fonctionnement de l'activité économique du pays.

Le SAGE doit être un outil participatif, permettant d'impulser une dynamique de territoire, et ne saurait se réduire à un vecteur de mesures punitives.

Le financement des infrastructures est un sujet essentiel et doit s'étendre aux grandes infrastructures.

S'agissant du Retex sécheresse et des causes des difficultés rencontrées par certains territoires, il importe d'adosser cette lecture à des cartes, notamment topographiques et hydrographiques, qui montreraient qu'une partie de ces territoires, dans les zones de montagne ou de semi-montagne, disposent d'une ressource en eau très superficielle, qui dépend sensiblement de la pluviométrie, bouleversée par la remontée du climat méditerranéen.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Les activités du pays seront compromises dans l'hypothèse où nous ne gérerions pas correctement la ressource en eau disponible. Il est essentiel de calculer en amont la quantité d'eau disponible et son partage afin de ne pas imposer de restrictions impactantes durant l'été.

Philippe BOISNEAU, Président du Comité national de la pêche professionnelle en eau douce

L'on peut noter que l'objectif de réduction de 10 % des prélèvements d'eau, fixé à 2024 lors des Assises de l'eau, a été reporté à 2030. Pourtant, l'urgence de la situation nous enjoint de réaliser au plus vite ces économies. Je rappelle en outre que les besoins de l'agriculture ne doivent pas occulter ceux de la faune qui contribue à notre alimentation (poissons, huîtres...) et des espèces contribuant à la biodiversité des milieux aquatiques. Les cours d'eau français sont ponctués de plus de 100 000 obstacles qui entravent la circulation et la reproduction des poissons. De plus, l'eau stagnante au niveau des barrages est sujette à une évaporation accrue. Les effets délétères de ces infrastructures sont désormais bien connus et il convient désormais de mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature.

Sylvie CASSOU-SCHOTTE, déléguée eau et assainissement à Bordeaux métropole

Je m'associe à ceux et celles qui, à la fois se réjouissent de voir l'eau devenir une préoccupation majeure et regrettent le manque d'ambition de ce plan qui présente des carences : les efforts de sobriété sont trop inégaux entre les différents acteurs (le domaine agricole étant là encore épargné) et insuffisants pour assurer la lutte contre la pollution de l'eau (usages encore autorisés de pesticides). Enfin, le principe de grille tarifaire progressive comporte beaucoup d'effets négatifs et ne permettra pas d'atteindre les objectifs que nous visons.

Luc SERVANT, vice-président de l'APCA, président de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle Aquitaine

Il n'est pas acceptable d'entendre dire que l'agriculture est épargnée par les objectifs de baisse des prélèvements. Le monde agricole a réduit ses prélèvements de 30% depuis une vingtaine d'années et du fait de la mise en œuvre des autorisations de prélèvements, ceux-ci devront être réduits jusqu'à 70% à l'étiage d'ici quelques années sur bon nombre de bassins. Cette baisse s'applique-t-elle à l'ensemble des usagers ?

En 2022, année de très forte sécheresse, les prélèvements d'eau potable ont augmenté sur la côte atlantique dans mon département de Charente-Maritime, quand ceux destinés à l'agriculture ont été très fortement réduits. La baisse à l'étiage est à mettre en œuvre sur chaque territoire en fonction des spécificités locales et l'eau doit être gérée sur un cycle complet intégrant d'autres solutions de gestion telle que le stockage et la REUT, pour l'ensemble des usages.

Denis MERVILLE, maire de Sainneville-sur-Seine

Je rejoins les interventions mettant en exergue la nécessité de territorialiser les mesures.

L'atteinte des objectifs de sobriété reposent en partie sur les comportements adoptés par les uns et les autres, dont l'évolution peut être orientée par des actions de sensibilisation, notamment à l'attention des consommateurs.

Enfin, l'application de ces mesures nécessitera un travail de production législative et réglementaire qui devra être mené avec un souci de cohérence.

Christian LECUSSAN, président de la Fédération nationale des associations de riverains et utilisateurs d'eau

Sur quels critères et dans quels délais seront entreprises les actions prévues pour les 50 sites industriels ciblés ?

Puisque des objectifs chiffrés de réduction des prélèvements sont définis dans les documents de gestion, il serait souhaitable que les acteurs industriels soient correctement représentés au sein des CLE et commissions des PTGE, en fonction de leur impact sur les zones administrées.

Comment les limitations des autorisations de prélèvement dans les bassins versants en déséquilibre seront-elles établies ? Quels dispositifs de compensation sont prévus pour les activités économiques touchées par ces mesures ?

Une mesure étant relative aux compteurs à télétransmission, je souhaite insister sur les enjeux de fiabilité et d'accessibilité des données collectées ; le portail Eaufrance devrait notamment être doté d'un moteur de recherche performant.

Alors que les investissements destinés à la REUT sont prêts à être mobilisés, l'avancement de cette pratique dans le domaine industriel est freiné par des blocages administratifs. Par ailleurs, de quelle nature sera l'accompagnement fourni par France expérimentation ?

Enfin, dans la mesure où une partie de la réglementation applicable en France découle des décisions prises à Bruxelles, il me semble essentiel que ce plan intègre une mesure définissant le rôle de l'Etat français au niveau de la Commission européenne.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

La mesure n°11 vise les autorisations uniques pluriannuelles de prélèvement (AUP) prévues par les SAGE des différents bassins. Certains volumes autorisés sont supérieurs aux volumes prélevables à l'étiage, tels que définis par les décrets en 2021 et 2022, et feront l'objet d'un programme de retour progressif à l'équilibre.

Bruno FOREL, président de l'Association nationale des élus de bassin

La multiplication des CLE prévue par le plan est une disposition fondamentale en ce qu'elle permet la territorialisation des mesures. Au-delà des efforts de sobriété attendus, la disponibilité de la ressource en eau dépend avant tout de la capacité de l'aménagement du territoire (pratiques culturelles, gestion du ruissellement, stockage de l'eau ...) à la conserver, en prenant en compte les besoins du milieu, pris dans sa globalité. Or, les éléments structurants de la politique d'aménagement du territoire sont très variables d'une zone à l'autre, c'est pourquoi il importe de localiser l'élaboration de cette politique à l'échelle locale.

Nous regrettons au demeurant que l'organisation de cette démocratie de l'eau ne bénéficie pas de mesures plus ambitieuses destinées à mobiliser les élus locaux à travers des structures prenant en compte la réalité du fonctionnement local de l'eau. Autrement dit, la création de CLE peut être conjointe à celle d'établissements publics de bassin. Parallèlement, la lettre de cadrage qui sera adressée aux différents acteurs concernés devra faire apparaître les systèmes de financement destinés à asseoir cette ingénierie politique.

Delphine MICHEL, vice-présidente à la métropole du Grand-Nancy

Il est regrettable que l'élaboration du plan Eau n'ait pas pu bénéficier de l'éclairage des recommandations formulées dans le rapport des inspections des ministères en charge de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Ecologie sur la gestion de l'eau lors des sécheresses de l'été 2022, publié mi-avril.

Je note par ailleurs que le plan, dont les objectifs de sobriété sont limités et qui prévoit d'importantes évolutions technologiques en matière de REUT et de désalinisation – dont les conséquences écologiques sont préoccupantes –, consiste à permettre la poursuite des pratiques existantes, en ce qui concerne la consommation d'eau.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Les inspecteurs ayant contribué au rapport mentionné ont été largement sollicités dans le cadre du plan Eau. Il n'en demeure pas moins que certains sujets spécifiques, relatifs à l'énergie en particulier, devront être progressivement pris en compte.

Régis TAISNE, Fédération nationale des collectivités concédantes et régies

Il est à noter que les objectifs de réduction de 10 % des prélèvements d'eau définis lors des Assises de l'eau se limitaient à l'eau potable tandis que ceux du plan s'étendent à tous les usages. En revanche, la temporalité de mise en œuvre de ces objectifs doit être correctement appréhendée : certaines restrictions sont à appliquer au plus tôt tandis que d'autres mesures doivent être pensées sur le temps long.

S'agissant de la territorialisation de ces mesures, des étapes intermédiaires paraissent nécessaires pour encourager les élus locaux à élaborer une première vision politique et stratégique avant 2027.

En ce qui concerne la protection des captages, je remarque que les seuils de qualité devront avoir été franchis pour enclencher une action de la part des préfets, ce qui suppose d'investir dans des dispositifs de traitement de l'eau concernée. A ce sujet, l'amélioration de la qualité de l'eau au niveau des captages mériterait de recevoir le concours financier de la PAC, les budgets des agences de l'eau ne pouvant être suffisants.

Par ailleurs, plutôt que de généraliser le principe de tarification progressive, il semble préférable de laisser aux collectivités le choix de la tarification qui soit la plus adaptée à leur territoire et réponde à une exigence d'équité entre les usagers.

Enfin, la réforme des redevances devra intégrer un rééquilibrage des contributions en fonction de la répartition des 475 millions d'euros associés au plan Eau et de leur utilisation dans le cadre du 12^{ème} programme des agences de l'eau.

Jean-Paul DORON, Fédération nationale de la pêche en France

L'approche de ce plan, dans laquelle l'eau semble considérée comme un gisement, est centrée sur les usages (et les artificialisations supplémentaires que ceux-ci peuvent nécessiter) et élude la gestion des milieux naturels et aquatiques dont elle est constitutive. En outre, la prise en compte des pollutions est très peu représentée parmi ces 53 mesures alors que l'alimentation en eau potable – usage prioritaire – recouvre d'importants enjeux de santé publique.

Comment accepter aujourd'hui, que l'organisation naturelle des milieux (zones humides, prairies...), préexistante, qui assure une bonne gestion de la ressource en eau d'un point de vue quantitatif et qualitatif, soit détruite, par exemple au profit d'infrastructures de transport ? L'Etat doit être le garant de la préservation de ces milieux et de la mise en place de solutions fondées sur la nature.

Thierry BURLLOT, président du comité de bassin Loire-Bretagne

Il est important que les élus des régions et des départements se réapproprient la gestion de l'eau, en lien avec le développement économique et de l'aménagement des territoires. Les intercommunalités doivent également prendre la mesure du petit cycle comme du grand cycle de l'eau. Cette mobilisation renvoie à une responsabilité collective qui sera en partie portée par les comités de bassin mais aussi à l'échelle des territoires, qui requièrent des solutions adaptées à leurs caractéristiques.

Le financement du grand cycle de l'eau, incluant la biodiversité (préservation des zones humides, des bocages...) présente une grande marge de progression, notamment dans les territoires ruraux. Ces enjeux de protection, qui supposent des contraintes pour les collectivités, propriétaires et

agriculteurs concernés, doivent s'accompagner d'un accompagnement financier alimenté par une fiscalité dédiée.

Enfin, je souhaiterais aborder le cas de Sainte-Soline : une telle situation de conflit et de tension est à éviter par une implication des territoires ainsi que par le dialogue. Je rappelle que, actuellement, 24 millions de mètres cube d'eau peuvent être prélevés dans la nappe phréatique, à destination de 600 forages. Or, le projet consiste à réduire ces volumes prélevés à hauteur de 50 %. Cet écart entre la vocation du projet et les réactions observées démontre que, sans débat ni concertation, permettant une appropriation des sujets, des conflits sont susceptibles d'émerger.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Un système de gestion départementale permet en effet de gérer des schémas d'interconnexion, et plus particulièrement en période d'étiage.

Maialen BERTERECHE, représentante des pisciculteurs en eau douce

Je souhaite exprimer l'inquiétude de la filière quant aux arbitrages qui seront réalisés en vue d'encadrer les prélèvements. Je rappelle que nos cheptels vivent exclusivement en milieux aquatiques et que notre production contribue à la souveraineté alimentaire du pays.

Je salue par ailleurs la perspective d'étendre la composition du CNE à des représentants de la jeunesse.

Pierre GUILLAUME, association de consommateurs - UFC Que Choisir

La mise en œuvre du plan Eau conduit à une sollicitation importante des usagers non économiques. Je regrette en outre que celui-ci n'investisse que très peu le champ du préventif. Les principes de préleveurs-payeurs ou de pollueurs-payeurs n'y sont également pas développés. Je rappelle qu'une catégorie d'usagers est à l'origine de 50 % des prélèvements mais ne paie que 6 % des redevances.

Thierry BURLLOT mentionnait le projet de bassins de rétention à Sainte-Soline. En Haute-Vienne, les projets de retenues d'eau font l'objet d'un tête-à-tête entre l'Etat et les bénéficiaires. Ces exemples démontrent les progrès à réaliser pour instaurer une gouvernance équilibrée de la gestion de l'eau.

Enfin, à l'occasion du prochain anniversaire des 15 ans du Grenelle de l'environnement, je souligne que plusieurs lois destinées à la protection de l'eau potable, notamment au niveau des captages prioritaires, ne sont toujours pas appliquées.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Il n'est pas raisonnable d'affirmer que le plan Eau néglige les mesures préventives, lesquelles passent par la sobriété et l'optimisation des usages, la protection des captages, l'aménagement durable des milieux... De même, il est attendu que la réforme des redevances que nous allons examiner au point suivant ait un impact sur les volumes prélevés et l'efficacité de l'assainissement.

Loïc MARION, président du Conseil national de protection de la nature

Le Conseil national de protection de la nature s'est saisi du dossier de Saint-Soline, la présence d'espèces protégées, inscrites dans des plans nationaux d'actions, n'a pas été réellement prise en compte dans ce projet d'aménagement.

Nailane-Attoumane ATTIBOU, vice-président du Comité de l'eau et de la biodiversité de Mayotte

Il m'apparaît que les représentants des territoires d'outre-mer ont beaucoup à apporter au sein du CNE, à travers leur expérience du manque d'eau. L'île de Mayotte est confrontée à une grave crise de l'eau depuis 2017 ; les dernières prévisions portent sur une vidange des deux retenues collinaires (dont proviennent 80 % de l'eau) d'ici le mois d'août. Le syndicat intercommunal de Mayotte, qui gère le traitement et la distribution d'eau, est la seule instance compétente en ce qui concerne la gestion de l'eau. Ainsi, il n'existe pas suffisamment d'acteurs pour décliner le SDAGE, en cours d'élaboration, sur le terrain.

Seuls 4 % des deux premières orientations fondamentales qui devaient être appliquées entre 2016 et 2021 ont été réalisées, de sorte que l'île subit deux coupures d'eau nocturnes hebdomadaires, qui devraient atteindre le nombre de 3 à la fin du mois, étant précisé qu'après une coupure de 12 heures, 6 heures de traitement sont nécessaires pour rendre l'eau potable. Ces problèmes relatifs à la disponibilité de l'eau potable revêtent d'importants enjeux de santé publique. De plus, ces coupures auront évidemment un impact sur les activités de l'île (BTP, industrie, agriculture...) et aucune piste concrète ne permet pour le moment d'escompter une sortie de crise.

Je tenais à assister en à cette séance du CNE en présentiel afin d'attirer l'attention de la représentation nationale sur l'urgence des situations que connaissent certains territoires et la nécessité de proposer d'autres solutions que documents administratifs et obligations légales.

Les nappes phréatiques de l'île ont atteint un niveau historiquement bas. Outre la faible pluviométrie, les zones d'alimentation des aires de captage ont été altérées : par conséquent, l'eau se charge en boues, que les infrastructures vieillissantes ne sont pas en mesure de traiter. Il est donc impératif de déployer rapidement des solutions efficaces. D'une part la construction d'une usine de dessalement supplémentaire et la mise en place de solutions alternatives telles que la récupération des eaux de toitures s'imposent. D'autre part, il est essentiel de restaurer le bon fonctionnement des espaces naturels. Enfin, il convient de doter Mayotte des instances et outils qui conviennent, à l'instar d'un office de l'eau.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Votre témoignage nous permet de prendre la mesure de la réalité quotidienne vécue par des populations confrontées à une crise de l'eau. Il me paraît impératif d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion un point dédié à la situation en outre-mer.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Toutes les interventions que nous venons d'écouter sont représentatives des positions et enjeux attachés à la ressource en eau.

IV. Débat et avis sur le projet de réforme des redevances des agences de l'eau**Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE**

Dans la continuité des travaux engagés il y a deux ans pour construire cette réforme, un projet de délibération vous a été adressé le 25 avril.

Je remercie tous les membres du CCPQSPEA et les équipes techniques des agences de l'eau qui se sont activement mobilisés au cours des derniers mois pour respecter un calendrier compatible avec la conférence fiscale se tenant au début du mois de mai.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Cette réforme vise à consolider le financement des politiques de l'eau et de la stratégie pour la biodiversité et à rééquilibrer les niveaux de taxation entre les catégories d'usagers. De plus, le système de primes à la performance épuratoire étant voué à disparaître, les redevances doivent revêtir un caractère incitatif.

Le premier volet de cette réforme, issu des travaux du CCPQSPEA, concerne les redevances pour pollution domestique et modernisation des réseaux de collecte qui représentent 80 % des recettes des agences de l'eau. Il est à souligner que cette réforme s'effectue à fiscalité globale constante.

Ce premier volet a pour principal objectif de corrélérer la taxation avec les prélèvements et la performance des services publics d'eau potable et d'assainissement ainsi que de renforcer le principe de pollueur-payeur.

Un second volet est affecté au financement du plan Eau par voie fiscale afin de couvrir les dépenses supplémentaires chiffrées à 475 millions d'euros par an.

Un troisième volet est destiné à financer la stratégie nationale pour la biodiversité. Il conviendra de déterminer si celui-ci reposera sur une voie fiscale ou budgétaire.

1. Réforme des redevances de pollution et modernisation des réseaux de collecte**a. Objectifs et principes****Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE**

Le CCPQSPEA et son groupe de travail (GT) dédié se sont mobilisés à de nombreuses reprises pour étudier ces propositions d'évolution. Outre les 4 réunions plénières du comité, le GT s'est réuni à 6 occasions. Des réunions de travail spécifiques ont été organisées, d'abord pour examiner le cas des industriels raccordés, puis avec France Urbaine, la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau et le SIAAP.

Enfin, ces travaux ont fait l'objet de trois restitutions auprès des membres du CNE.

Le projet de réforme a été remanié pour être conforme aux exigences juridiques applicables aux redevances et taxes incitatives.

Les deux principales propositions de ce premier volet consistent à :

- Mettre en place une redevance sur la consommation d'eau potable, assise sur les mètres cubes d'eau consommés., représentant deux tiers du montant financier attendu (soit 1 milliard d'euros) et auxquels seront assujettis les abonnés domestiques et industriels ;
- Instaurer deux redevances incitatives pour les communes, modulées en fonction des performances des réseaux d'eau potable (connaissance patrimoniale et rendement) et des systèmes d'assainissement collectif (conformité de la station et du réseau de collecte, mais aussi des équipements).

Thierry VATIN, directeur général de l'agence de l'eau Artois-Picardie

Le système actuel comporte 5 redevances :

- pollution domestique (environ 1 milliard d'euros) ;

- modernisation des réseaux de collecte (environ 515 millions d'euros) ;
- modernisation des réseaux de collecte – redevance payée par les industriels (environ 20 millions d'euros) ;
- pollution non domestique (environ 53 millions d'euros) ;
- prélèvement (environ 400 millions d'euros) ;

Ce système inclut les primes pour performance épuratoire (environ 150 millions d'euros), qui seront supprimées fin 2024.

Les deux premières redevances, qui représentent entre 75 à 80 % des recettes des agences de l'eau, sont assises sur des volumes consommés ou rejetés. Or, il est souhaitable que les redevances soient également associées à une quantification des performances des réseaux et systèmes.

Le système cible se composerait de cinq redevances :

- consommation d'eau potable » ;
- performance des systèmes d'assainissement » ;
- performance des réseaux d'eau potable ;
- pollution non domestique
- prélèvement.

Le produit financier attendu généré par les redevances de consommation d'eau potable et les deux redevances de performance est estimé à 1,45 milliard d'euros, au lieu de 1,6 milliard d'euros correspondant aux redevances pollution domestique et modernisation des réseaux de collecte dans le système existant. Cet écart correspond à la suppression des primes dont le montant équivaut à 150 millions d'euros.

Les futures redevances sont chacune associées à un fait générateur :

- la redevance de prélèvement taxe le fait générateur de prélever l'eau dans le milieu naturel ;
- la redevance consommation d'eau potable taxe le fait générateur de consommer ou utiliser de l'eau potable (laquelle ne sera plus potable, une fois utilisée) ;
- la redevance de pollution industrielle taxe les industriels rejetant directement des substances polluantes dans le milieu naturel (proportionnellement à la quantité rejetée) ;
- la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif taxe les collectivités de façon modulée en fonction de la performance de leurs services d'assainissement ;
- la redevance pour performance des réseaux d'eau potable taxe les collectivités en fonction, notamment, du rendement de leur système.

Il est envisagé d'appeler les montants correspondant aux redevances pour performances auprès de la commune ou de l'établissement de coopération.

Les montants correspondant aux redevances pour la consommation d'eau potable seront perçus auprès des distributeurs d'eau sur la base du taux appliqué au mètre cube sur les factures des abonnés domestiques et industriels.

b. Gestion des impayés

Nicolas CHANTEPY, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse

Plusieurs sujets techniques sont à traiter dans le cadre de cette réforme. Le premier a trait à la gestion des impayés. Celle-ci est à anticiper dans le cas de la future redevance de consommation d'eau potable car l'assujetti est l'abonné final tandis que l'exploitant du service d'eau potable est à la fois le redevable et le percepteur de la redevance pour le compte de l'agence de l'eau (comme dans le système actuel pour la redevance de pollution domestique). Dans le cadre de ce mécanisme, les exploitants peuvent avoir à faire face à des impayés de la part des assujettis. Il est donc nécessaire de limiter la gestion de ces impayés sur la durée.

Les communes ou EPCI sont à la fois les assujettis et les redevables des deux redevances pour performance, ce qui exclut le risque d'impayés.

c. Modulation des redevances pour performance

La redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif sera modulée selon les critères suivants :

- conformité règlementaire ;
- validation de l'auto-surveillance ;
- niveau de performance du système d'assainissement.

Ce dernier critère reprend essentiellement les modalités de calcul des primes à la performance épuratoire. La liste des critères varie en fonction des classes de capacité des stations d'épuration.

Les modulations seront affectées d'un coefficient de 0,3 (pour les systèmes les plus performants) à un coefficient 1.

La redevance pour performance des réseaux eau potable sera modulée selon des critères :

- de performance (rendement du réseau ou indice linéaire des volumes non comptés) ;
- de gestion patrimoniale (connaissance et maintenance du réseau).

L'amplitude de modulation ira de 0,2 pour les réseaux les plus performants à 1.

Deux notes détaillant l'ensemble de ces critères de modulation, concernant l'assainissement d'une part et l'eau potable d'autre part, ont été communiquées aux membres du groupe de travail du CCPQSPEA. Ces deux documents serviront à répondre aux parties prenantes qui souhaiteraient prendre connaissance des critères et règles de calcul qui seront appliquées aux nouvelles redevances.

Il a par ailleurs été décidé, au fil de la concertation, que les critères de modulation de la redevance de performance d'assainissement seraient traités, pour les installations jugées conformes, en parallèle et non en série.

d. Prise en compte des industriels

Des séances spécifiques aux cas des industriels raccordés ont permis d'aboutir à la proposition suivante : outre la redevance de consommation d'eau potable appliquée à l'ensemble des industriels (dont l'assiette correspond aux mètres cubes consommés), les industriels en rejet direct et en rejet mixte seront soumis à la redevance pour pollution non domestique si les valeurs mesurées sont supérieures aux seuils de référence de concentrations.

A l'occasion de ces séances, des simulations financières ont été réalisées pour les différentes catégories d'usagers industriels.

Le principe de taxer, pour tous les industriels, le fait générateur de consommer de l'eau potable a été validé par la FENARIVE.

e. Simulations financières

Pour évaluer l'impact financier du projet de réforme des redevances, deux scénarios ont été retenus.

- Dans le premier, la redevance pour performance des réseaux d'eau potable et celle relative à la performance des systèmes d'assainissement collectif représentent chacune la moitié des sommes perçues.
- Dans le second, la proportion redevance « eau potable » / redevance « assainissement » est de un tiers / deux tiers.

Les simulations ont été réalisées à partir des chiffres de l'année 2020, à l'exception de l'agence Seine-Normandie pour laquelle l'année 2021, plus représentative, a été retenue.

Les montants calculés pour établir une projection à 2026 ont été comparés avec les chiffres 2020 afin d'en mesurer les écarts pour chaque collectivité. La majorité d'entre elles connaîtront une variation comprise entre -10 % et +10 %, et ce, dans les deux scénarios envisagés.

Le fait d'appliquer les critères de modulation simultanément, sans hiérarchie, plutôt que successivement permet à un plus grand nombre de services d'assainissement de bénéficier de l'application d'un coefficient de modulation de 0,3 à 0,5.

f. Notions d'entité redevable, de déclarant et d'année de référence

Dans le calcul des redevances pour performance, les notions suivantes sont appliquées :

- le déclarant (c'est-à-dire celui qui valide la déclaration) désigne l'assujetti qui est également le redevable (commune ou EPCI compétent dans la distribution d'eau potable et/ou d'épuration) ;
- pour la redevance qui concerne les réseaux d'eau potable, l'année de référence des données correspond à l'année N ;
- pour la redevance relative aux systèmes d'assainissement, l'année de référence renvoie à l'année N-1.

Pour la redevance « assainissement », les données à déclarer concernent l'année précédente en raison des délais de déclaration et de validation de l'autosurveillance et des contraintes réglementaires.

g. Les offices de l'eau en outre-mer

Damien LAMOTTE, sous-directeur à la direction de l'eau et de la biodiversité

Les conclusions des travaux conduits pour le territoire métropolitain ayant été stabilisées à la fin du mois de mars, nous avons pris contact avec les offices de l'eau pour mesurer l'impact des évolutions induites par la réforme dans les territoires d'outre-mer où la part des usagers de l'assainissement est plus faible qu'en métropole. Afin de conserver un volume de redevances équivalent à l'existant,

il serait préférable d'appliquer le scénario n°1, dans lequel le poids de la redevance attachée aux réseaux d'eau potable n'est pas inférieur à celui de la redevance assainissement. En tout état de cause, les paramètres des scénarios qui vous ont été présentés par Nicolas CHANTEPY seront déterminés par les comités de bassin qui continueront de voter les taux applicables.

h. Suite des travaux

Thierry VATIN, directeur général de l'agence de l'eau Artois-Picardie

La poursuite des concertations tout au long de l'élaboration du projet de réforme a conduit à retenir plusieurs demandes de modifications. Outre la procédure d'application des critères de modulation évoquée précédemment, nous pouvons également mentionner les échanges avec France Urbaine, lesquels ont conduit à la proposition d'écarter deux indicateurs de performance qui présentaient des défauts d'objectivité.

Plusieurs points sont encore en discussion, notamment au sujet de cas particuliers tels que les grands syndicats d'eau de Paris et de la petite couronne (SIAAP, SEDIF, Eau de Paris).

Il s'agira également de rédiger l'ensemble des modalités de cette réforme sous ses aspects réglementaires.

2. Financement du plan Eau par voie fiscale

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Comme indiqué dans la présentation du premier volet, la réforme des redevances s'opère à fiscalité constante : le volume des montants perçus sera équivalent à celui des redevances actuelles.

En revanche, il est parallèlement nécessaire de prévoir le financement du plan Eau et des 475 millions d'euros qui sont alloués à sa mise en œuvre.

Ce financement interviendra, en premier lieu, de façon structurelle à travers le 12^{ème} programme des agences de l'eau, en amont duquel les comités de bassin recevront une lettre de cadrage. Ce programme sera voté en septembre ou en octobre 2024 de façon à entrer en vigueur en 2025. Il importe donc d'inscrire les financements afférents dans le projet de loi de finances 2024, qui sera élaboré au cours du dernier trimestre 2023.

Ce budget de 475 millions d'euros devra être financé par voie fiscale et non par des crédits budgétaires. Il existe à cette fin trois principaux leviers, dont la fiscalité affectée sera arbitrée durant les conférences fiscales des 10 et 11 mai puis les réunions interministérielles fiscales (fin juin) :

- Les redevances pour consommation d'eau potable et performances des réseaux d'approvisionnement d'eau potable et d'assainissement ;
- Les redevances pour prélèvement ;
- Les redevances pour pollutions diffuses.

a. Evolution de la redevance pour prélèvement

D'abord, il est proposé de relever les tarifs plafonds des différents usages prévus par la loi pour tenir compte, en particulier, de l'inflation intervenue depuis que ceux-ci ont été fixés.

Parallèlement, des taux planchers pourraient être instaurés, proportionnels (par exemple à hauteur d'un tiers) aux tarifs plafonds de chaque usage.

Ensuite, il est envisageable de supprimer les exonérations et taux préférentiels dans les zones de tension quantitative. Actuellement, les zones de répartition des eaux font l'objet de conditions tarifaires spécifiques qui ne sont pas appliquées aux agriculteurs reliés à un organisme unique de gestion collective. Cette configuration étant largement majoritaire, la plupart des agriculteurs ne sont pas assujettis à la tarification ZRE.

Par ailleurs, la majoration Grenelle, qui correspond au doublement de la redevance pour prélèvement, dans le cas des services ne respectant pas le décret sur les fuites, pourrait être supprimée, les rendements des réseaux étant pris en compte dans la nouvelle redevance pour performance des réseaux d'approvisionnement en eau potable.

Enfin, il est proposé d'appliquer une majoration en cas d'absence ou de défaillance de compteurs, et ce pour l'ensemble des usages.

b. Evolution de la redevance pour pollutions diffuses

Cette redevance est actuellement assise sur la masse de substances actives contenues dans les produits phytopharmaceutiques, avec des taux différenciés selon six classes de substances, en fonction de leur dangerosité potentielle.

Outre une hausse des tarifs, il est proposé d'étendre l'assiette de la redevance pour pollutions diffuses aux substances candidates à substitution. De plus, la pollution issue des microplastiques mériterait d'être prise en compte.

c. Arbitrages à l'échelle des comités de bassin et agences de l'eau

En plus des recettes qui seront générées à travers les évolutions précédemment décrites, il reviendra aux comités de bassin et conseils d'administration des agences de l'eau de voter, à l'occasion de l'adoption des programmes d'intervention, les taux des redevances (eau potable, assainissement, prélèvement et pollution non domestique) dans les limites des planchers et plafonds qui auront été définis nationalement.

3. Délibération du CNE

La délibération qui est soumise ce jour à l'avis des membres du CNE porte sur les aspects suivants de la réforme :

- la création d'une redevance pour consommation d'eau potable et de redevances relatives aux performances des réseaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ;
- l'évolution des redevances pour prélèvement et pollutions diffuses destinées à réaffirmer le principe pollueur-préleveur-payeur et à rééquilibrer les contributions entre usagers ;
- les objectifs de cette réforme : simplification, lisibilité, signal prix et soutenabilité budgétaire ;
- la garantie d'un accompagnement fourni aux parties prenantes ;
- le fait que les deux redevances pour performance (eau potable et assainissement) ne représenteront pas plus de 50 % de la redevance de consommation d'eau potable ;
- le principe de ne pas imputer aux usagers de l'eau les financements nouveaux destinés à contribuer à la biodiversité.

Interventions

André BERNARD, président de la chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'impact de certaines évolutions annoncées risque de compromettre dangereusement le fonctionnement de la filière agricole.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Aucune des dispositions incluses dans la présente délibération ne concernent les agriculteurs : celles-ci se limitent au périmètre des usagers domestiques et assimilés (commerçants et industriels raccordés aux réseaux d'eau potable et d'assainissement).

Nicolas GARNIER, délégué général d'AMORCE

L'intelligibilité des intitulés des redevances a-t-elle été suffisamment étudiée ? En effet, il peut sembler peu compréhensible, pour les usagers, qu'une redevance de consommation d'eau potable s'ajoute à une redevance de prélèvement domestique.

L'objectif principal du financement de l'eau est de rééquilibrer le rapport entre la taxation des prélèvements et les recettes des agences de l'eau. Actuellement, 20 % des prélèvements contribuent aux recettes des agences à hauteur de 70 à 80 %, ce qui n'est ni équitable ni logique. Or, si un budget de 475 millions d'euros semble satisfaisant pour la mise en place du plan Eau en 2024, il convient d'anticiper les besoins qui émergeront en 2025 et 2026 : à cet égard, l'extension des redevances de prélèvement permettrait d'augmenter considérablement les recettes des agences. Je précise à ce sujet que ceux sont avant tout les acteurs de la production électrique qui connaissent le plus grand déséquilibre entre le volume de leurs prélèvements et le faible niveau des redevances versées.

Eu égard à l'importance de ces enjeux dans le financement du plan Eau, je souhaite savoir si de tels objectifs de rééquilibrage font partie de la délibération qui nous est aujourd'hui proposée.

D'ailleurs, l'on peut noter que la fixation de taux planchers contribuera à faire porter l'impopularité du rééquilibrage des redevances aux comités de bassin.

S'agissant de la redevance pour pollutions diffuses, la liste des substances prises en compte est pour le moment beaucoup trop limitée, tout comme son niveau de signal prix.

Laurent ROY, directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

La réforme prévoit en effet que le taux de la redevance de consommation d'eau potable soit le même pour tous les types d'abonnés raccordés aux réseaux d'eau potable, ce qui implique une augmentation des redevances versées par les industriels, sous l'effet d'un rééquilibrage par rapport aux usagers domestiques.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

J'ajouterai que, en plus des trois redevances, les comités de bassin contribueront à fixer la répartition des redevances entre les usagers, dans le cadre du 12^{ème} programme d'intervention.

Claude DEFLESSELLE, comité de bassin Artois-Picardie

Maire d'une petite commune de 350 habitants, je gère un réseau d'approvisionnement d'eau potable. Dans l'hypothèse où celui-ci serait évalué comme très peu performant, la redevance correspondante sera donc majorée ?

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Dans le cas des redevances pour performance des réseaux d'eau potable, le service d'eau présentant une performance de réseau médiocre, paiera la redevance à son taux maximal ; à l'inverse, plus le réseau est performant, plus le coefficient appliqué à la redevance est minoré (jusqu'à 0,2, soit 20 % du montant nominal de la redevance).

Le service d'eau confronté au paiement de la redevance au taux maximal pourra, pour équilibrer ses finances, réduire ses dépenses de fonctionnement ou augmenter ses produits.

Ce coefficient est destiné à inciter les services d'eau à améliorer la performance de leurs réseaux.

Philippe NOYAU, président de la chambre régionale d'agriculture de Centre-Val-de-Loire

Les dispositions inscrites dans la délibération concernent en partie les agriculteurs, ceux-ci utilisant l'eau du réseau par exemple pour l'abreuvement des animaux, mais également les maraîchers qui ne disposent pas tous d'un forage pour le nettoyage des légumes.

Dans la perspective du financement des 475 millions d'euros destinés au plan Eau, il conviendra de veiller à ne pas instaurer une charge trop lourde pour l'agriculture, au risque de voir augmenter l'importation de produits ne répondant pas aux normes appliquées en France, notamment en matière d'utilisation de pesticides.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

La redevance eau potable concerne évidemment les agriculteurs et éleveurs qui en prélèvent. Cependant, la délibération que nous examinons aujourd'hui n'a pas vocation à déterminer les redevances fixées au niveau national.

Charlotte VASSANT, secrétaire adjointe de la chambre d'agriculture de l'Aisne

Le groupe de travail dédié aux redevances des agences de l'eau et aux atteintes à la biodiversité avait suggéré de financer la stratégie nationale en faveur de la biodiversité au moyen d'une taxe additionnelle à la part départementale de la taxe d'aménagement. Cette proposition sera-t-elle retenue ?

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Trois grandes options sont envisagées pour financer la planification sur la biodiversité :

- émettre des crédits budgétaires ;
- affecter une part (additionnelle ou non) de la taxe d'aménagement (versée aux départements) qui pourrait être reversée à des opérateurs ;
- fusionner les taxes sur la plus-value lors d'un changement d'affectation de terrains devenant constructibles.

Les décisions en la matière seront prises à l'issue d'arbitrages dont il n'est pas question dans le cadre de la présente séance.

Florence DENIER-PASQUIER, administratrice de France Nature Environnement

France Nature Environnement approuve les mesures liées à l'évolution des redevances de prélèvement. Il serait cohérent, dans l'objectif de créer un signal prix, de considérer spécifiquement les prélèvements en période d'étiage. Nous sommes par ailleurs favorables à ce que les dispositifs incitatifs, dans les zones en tension quantitative ou vulnérables, soient étendus à l'ensemble des usagers.

En ce qui concerne les redevances pour pollutions diffuses, il apparaît nécessaire, dans une logique de participation équitable des usagers à l'amélioration de la qualité de l'eau, que la pollution aux nitrates issus des engrais minéraux fasse désormais l'objet d'une taxation. Cette mesure répondrait également aux attentes de la loi Climat et résilience et de la réduction des gaz à effet de serre produits par l'usage d'engrais minéraux.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Le principe d'instaurer une taxe sur les nitrates est en suspens, des études spécifiques ayant été initiées.

Antoine HOAREAU, adjoint au maire de Dijon

Je constate que vous n'avez pas abordé le problème des impayés auxquels seront confrontées les collectivités.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Le cas d'impayés peut se présenter pour les collectivités en ce qui concerne les redevances liées à la performance des réseaux, si certains adhérents ne règlent pas leur facture d'eau. Néanmoins, ces impayés ne peuvent représenter plus d'un tiers du montant maximal.

Delphine MICHEL, vice-présidente de la métropole du Grand Nancy, France Urbaine

Plusieurs hypothèses ont été présentées pour lesquelles nous souhaitons recueillir des confirmations avant de nous prononcer en faveur de la délibération ; en effet, ce qui est affiché comme relevant du détail est susceptible de modifier l'esprit politique de cette réforme.

En ce qui concerne les redevances relatives aux performances de réseaux, nous regrettons que les indicateurs retenus soient encore trop imprécis pour évaluer la situation de chaque réseau. Les planchers et plafonds suggérés nous semblent peu réalistes, la grande majorité des réseaux n'étant ni très performants, ni fortement dégradés, de sorte qu'il sera complexe de mesurer leur performance selon l'échelle proposée.

Il serait par ailleurs souhaitable que, pour ces mêmes redevances, un équilibre entre eau potable et assainissement soit respecté, voire une proportion de deux tiers correspondant à l'eau potable et d'un tiers à l'assainissement.

Enfin, vous indiquez dans la délibération que le financement des actions en faveur de la biodiversité ne pèsera pas sur les usagers de l'eau : quels leviers pensez-vous mobiliser pour assurer ce financement ?

En raison de ces points d'incertitude, France Urbaine ne votera pas pour la délibération mais s'engage à poursuivre le dialogue avec le CCPQSPEA dans les semaines à venir.

Christian LECUSSAN, président de la Fédération nationale des associations de riverains et utilisateurs industriels de l'eau – FENARIVE

Cette réforme initiée il y a plus de 3 ans, arrive à son terme. En préambule je souhaiterais remercier tous les membres de l'équipe, sous la houlette de M Vatin, qui a mené à terme ce projet de réforme.

Les remercier pour leur volonté de trouver un consensus, d'écouter nos questionnements, d'apporter des réponses étayées et construites. Pour le cas des industriels nous avons eu, outre les réunions plénières de la commission, 5 réunions spécifiques dédiée à l'industrie, la dernière ayant eu lieu avant-hier.

Ceci étant, nous constatons qu'*in fine* ce projet de modification des redevances va se traduire par une augmentation de 32.5 millions d'euros de redevances pour les industriels, mais 38 millions d'augmentation seront supportés par seulement 3 880 sites. Cette augmentation est dans l'hypothèse du projet, c'est-à-dire à budget constant pour les agences.

Ce résultat est à prendre en compte dans la démarche du plan Eau qui prévoit une augmentation du budget des agences de l'eau de 475 millions d'euros et donc des redevances pour un montant similaire.

Dans la volonté de la réindustrialisation de la France, il convient d'être vigilant sur la pression fiscale imposée aux industriels français.

En parallèle, il convient de traiter la question de l'équité des augmentations du montant des redevances entre les différents usagers de l'eau.

La plus grosse part de l'augmentation des redevances que va subir l'industrie découle de la redevance consommation qui, vient de nous être présentée.

C'est pourquoi les industriels ne peuvent accepter ce projet tant que les conditions permettant la mise en œuvre de mesures de gestion efficace de l'eau dans l'industrie ne sont pas actées dans des textes réglementaires. Ces mesures peuvent être de différents types (économies d'eau, traitements dédiés aux usages, adaptation des process, recyclage, etc.), on pourra en particulier parler de REUT.

Par ailleurs nous tenons aussi à ce que la distinction entre prélèvement et consommation soit faite et prise en compte pour définir quel est de niveau de pression fiscale acceptable.

C'est pour ces raisons que nous nous abstenons aujourd'hui sur ce vote et restons disponibles pour continuer à avancer vers une solution soutenable.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Plusieurs de vos interventions expriment des interrogations quant aux perspectives de rééquilibrage entre les usagers. Il est indiqué, dans le premier alinéa du projet de délibération, que le CNE prend note de « la volonté de rééquilibrer l'effort relatif entre les usagers dans le cadre du financement des mesures du plan Eau ».

Regis BANQUET, Assemblée des communautés de France

Je souhaite indiquer, au nom d'Intercommunalités de France, que nous voterons contre la proposition de redevance telle que proposée.

En effet, le principe de pollueur-payeur n'y est pas respecté et l'on constate une absence de financement de la biodiversité ainsi qu'une absence de garanties quant à la proportion deux tiers – un tiers entre les redevances consommation d'une part et performance d'autre part.

Claude MIQUEU, comité de bassin Adour-Garonne

Je voterai en faveur de la délibération pour trois raisons : en premier lieu par respect pour le travail réalisé, en second lieu par cohérence avec les orientations que nous devons valider dans un contexte d'urgence, et enfin pour affirmer, par le vote, que le dialogue continue.

Claude DEFLESSELLE, comité de bassin Artois-Picardie

Serait-il possible de recevoir des exemples de factures d'eau, selon qu'elles concernent des réseaux performants ou pas ?

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Des simulations ont été adressées aux services d'eau, que nous pouvons vous transmettre.

Pierre GUILLAUME, administrateur national de l'UFC-Que Choisir

Robert MONDOT et moi-même nous abstiendrons au sujet de la délibération : d'une part, nous souhaitons exprimer notre mécontentement envers le fait que cette réforme soit limitée aux usagers domestiques et assimilés ; d'autre part, nous ne souhaitons pas voter contre ce projet, eu égard au travail fourni et aux principes qui y président.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Les interventions des participants souhaitant exposer des observations et explications ayant été entendues, je vous propose de procéder à un vote à main levée.

Aucun membre du CNE ne s'oppose au principe du vote à main levée.

Le projet de délibération n'ayant pas fait l'objet de demandes d'amendements, celle-ci est mise aux voix telle qu'elle vous a été adressée.

Anne PELLETIER-LE BARBIER, comité de bassin Seine-Normandie

Est-il possible d'ajouter dans le texte que la gestion des impayés liés aux redevances de performance ne soit pas uniquement assumée par les services publics d'eau et d'assainissement ?

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

L'assujetti étant la collectivité, il ne peut exister d'impayés ; l'impact de la redevance sera à récupérer sur le prix de l'eau.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je rappelle que l'engagement de ne pas faire peser les impayés, pour l'ensemble des redevances, sur les services d'eau avait été annoncé lors des premières réunions de travail consacrées au projet de réforme.

Finalement, il nous a été expliqué que, dans le cas où le redevable est la collectivité, cette dernière ne peut être confrontée à des impayés. S'agissant des redevances de consommation, les mesures intégrées à la réforme permettront d'alléger la gestion des impayés.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Lorsque la collectivité est l'assujetti, il convient de déterminer si les redevances de performance sont prélevées sur la part « collectivité » ou sur la part « fiscalité agence ».

Un arrêté sera pris pour établir les modalités de répercussion de ces redevances dans la facture d'eau. Il est envisageable d'y intégrer un coefficient d'impayés qui serait affiché à la ligne « agence de l'eau » et non à celle de la collectivité.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Que ce soit le consommateur final qui verse la redevance de consommation d'eau ou que ce soit le service qui contribue au financement des agences de l'eau, il a été demandé par la FNCCR que la facture d'eau fasse apparaître une ligne « contribution à l'agence de l'eau », distinguant consommation, performance du réseau d'eau potable et performance du réseau d'assainissement. Rien ni personne ne semble s'opposer à ce que cette demande soit honorée et transcrite dans les textes réglementaires.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Cette modalité de présentation est déjà d'usage en ce qui concerne la redevance de prélèvement.

Nicolas CHANTEPY, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Le projet de délibération prévoit que les discussions se poursuivent avec les parties prenantes « *pour accompagner la mise en œuvre effective de cette réforme, qu'il s'agisse d'affiner les propositions d'affichage sur la facture d'eau ou de préciser les critères de performance* ». Il est à préciser que la notion d'impayés se limite juridiquement aux redevances de consommation, puisque, dans le cas des redevances de performance, le redevable est la collectivité.

Olivier THIBAUT, directeur de l'eau et de la biodiversité

Nous pouvons reformuler ce passage de la délibération en remplaçant la phrase « *qu'il s'agisse d'affiner les propositions d'affichage sur la facture d'eau* » par « *pour afficher sur la facture d'eau les redevances de performances* ».

Nicolas GARNIER, délégué général d'AMORCE

Il me semble important, par ailleurs, d'inscrire le premier paragraphe, relatif aux objectifs de rééquilibrage et à l'instauration du principe de préleveur-payeur, dans une temporalité puisqu'il est d'ores et déjà prévu de générer 475 millions d'euros de recettes destinées à financer les mesures du plan Eau, dès 2024.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Nous ne pouvons mentionner cette date puisqu'il n'est plus temps de modifier les redevances qui seront appelées en 2024. Il est prévu d'amorcer les mesures annoncées dans le plan à partir de 2025, dans le cadre du 12^{ème} programme d'intervention des agences de l'eau.

Nicolas GARNIER, délégué général d'AMORCE

En ce cas, je maintiens ma proposition en remplaçant la date de 2024 par celle de 2025.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Une autre raison justifie que nous ne puissions inscrire de date dans cette délibération : la composition des recettes des agences de l'eau découlera des décisions prises par les comités de bassin et conseils d'administration des agences de l'eau, instances auxquelles le CNE ne saurait se substituer.

Avant de procéder au vote, je donne lecture du paragraphe tel qu'il vient d'être modifié :

« [...] demande que les travaux se poursuivent avec les parties prenantes dans le cadre du CCPQSPEA pour accompagner la mise en œuvre effective de cette réforme au 1^{er} janvier 2025 et afficher sur la facture d'eau les redevances de performance ainsi que préciser les critères de performance et leurs cibles qui trouveront une traduction réglementaire ».

Delphine MICHEL, vice-présidente à la métropole du Grand-Nancy, France Urbaine

Compte tenu de cet amendement, France Urbaine décide de ne pas voter contre la délibération mais de s'abstenir.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je vous propose à présent de voter.

Le projet de délibération, amendé au cours de la séance, est approuvé à la majorité des voix exprimées, à l'exception de 18 abstentions.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je renouvelle mes remerciements à l'intention des services du ministère et des agences de l'eau pour leur contribution à ce travail de grande ampleur, en particulier Thierry VATIN et Nicolas CHANTEPY, ainsi que leurs collaborateurs.

Le CCPQSPEA se réunira de nouveau le 23 mai, à 14 heures.

Thierry VATIN, directeur général de l'agence de l'eau Artois-Picardie

Il me semble important de te remercier à mon tour pour le travail d'animation du CCPQSPEA que tu fournis depuis deux ou trois ans.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je remercie également les membres du CNE pour leur participation à la présente réunion et la qualité des échanges qui s'y tiennent.

La séance est levée à 18 heures 25.